

Pour les PME, le virage écologique paie

CLIMAT Les entreprises suisses qui ont misé sur des sources d'énergies non fossiles et locales s'en sortent mieux face à la flambée des prix des hydrocarbures. Elles rivalisent d'inventivité pour réduire leur empreinte carbone et, souvent, leur facture énergétique

RICHARD ÉTIENNE
@rietienne

Une cuve verte et un bassin rond se fondent dans le paysage, vert également, de Vernier, dans la banlieue de Genève. Le fumier et le lisier des environs mais aussi les lavures de cantines du canton alimentent ces deux digesteurs, qui en font du biogaz. Une énergie qui sert notamment de chauffage aux 10 000 m² de serres d'un voisin fleuriste, l'entreprise Millo & Cie, et qui est transformée en électricité, de quoi desservir environ 1200 ménages.

«Notre famille a subi le passage, après la Deuxième Guerre, du charbon au mazout, puis le choc de 1979, du mazout au gaz. Pour ne pas subir une nouvelle transition, nous avons décidé d'anticiper», indique Charles Millo, patron de l'entreprise du même nom, qui nous fait visiter le site. Le fleuriste et Marc Zeller, le propriétaire des lieux, se sont associés pour produire, depuis 2013, leur propre biogaz et être autosuffisants en énergie. «Nous faisons ça par passion, pour des questions climatiques et parce que c'est rentable», dit-il. Ils ont investi plus de 4 millions de francs avec des crédits de l'Etat, qu'ils devraient avoir remboursés en 2024.

Flambée des cours des combustibles fossiles

Investir dans des énergies renouvelables peut coûter cher mais, pour les PME qui ont fait le pas, le pari s'avère d'autant plus payant que les cours des combustibles fossiles flambent et que leurs livraisons sont remises en cause par les sanctions contre la Russie, le grand livreur d'hydrocarbures en Europe. Des entreprises sont précarisées, surtout que les prix de l'électricité et des pellets augmentent aussi. Au gré des panneaux solaires, d'ajustements spécifiques et de collaborations inno-

vantes, des petites structures tirent leur épingle du jeu.

A Courtelary, dans le Jura bernois, Camille Bloch a réduit de 75% sa consommation de mazout ces quatre dernières années, en remplaçant sa chaudière à mazout par un modèle à copeaux de bois de la région et en rénovant ses bâtiments, désormais compatibles Minergie. Des panneaux solaires fournissent 10% de ses besoins en électricité, alors que l'eau de la Suze lui fournit l'énergie nécessaire pour refroidir son chocolat.

«Nous constatons une hausse de l'efficacité énergétique de 15 à 20% en moyenne parmi nos clients depuis 2012»

MARTIN KERNEN, MEMBRE DE LA DIRECTION DE L'AGENCE DE L'ÉNERGIE POUR L'ÉCONOMIE

En 2019, le fabricant des Ragusa a émis 176 tonnes de CO₂, contre 781 tonnes en 2004, selon l'entreprise. Il installe désormais une solution de couplage chaleur-force qui, à partir de sa chaudière à copeaux, doit lui fournir un tiers de son électricité en 2023. «Deux tiers de notre énergie devra alors être issue d'une production locale et durable. Le reste viendra de l'électricité du réseau, certifiée hydraulique, et du mazout», indique Jean Kernen, directeur industriel de Camille Bloch.

Son fournisseur en copeaux remet ses cendres à une cimenterie de la région, ce qui réduit l'empreinte carbone de

son ciment. Le chocolatier figure aussi parmi les clients de Galliker qui ont contribué financièrement à doter le transporteur de camions électriques.

Metalcolor, une firme vaudoise spécialisée dans l'application de peinture sur aluminium, a remplacé un incinérateur de solvants en 2018 par une installation qui consomme un tiers de gaz en moins, de quoi économiser 3000 MWh de gaz par an. Une partie de la chaleur qui en émane est récupérée pour chauffer ses bâtiments, ce qui lui a permis de s'affranchir de sa chaudière à mazout. La maison, qui a bénéficié d'une aide financière du canton, a remplacé ses luminaires par des LED. Depuis cet été, elle loue sa toiture à un exploitant de panneaux solaires. Une petite moitié de l'électricité ainsi produite est consommée sur place, l'autre est réinjectée sur le réseau. Le groupe bénéficie de tarifs réduits sur son électricité.

Millo & Cie, Camille Bloch et Metalcolor figurent parmi les 4000 entreprises conseillées par l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC), une fondation à but non lucratif mandatée par la Confédération pour accompagner les industriels dans leur transition énergétique. «Nous constatons une hausse de l'efficacité énergétique de l'ordre de 15 à 20% en moyenne parmi nos clients depuis 2012», indique Martin Kernen, un membre de sa direction. L'association Swissmem indique de son côté que les émissions de ses membres ont chuté de 55% depuis 1991.

«Un jeu d'adresse et du sur-mesure»

«Beaucoup veulent accélérer leur transition énergétique», constate Martin Kernen, qui estime néanmoins que pour aller de l'avant il en faudra plus. «Les entreprises réduisent au minimum leur équipe pour gérer ce défi. L'AEnEC peut aider mais pour que ce soit efficace, il

faut quelqu'un en interne. Un responsable énergie pour une PME de 100 employés, ce serait rentable, estime-t-il. Avec les coûts actuels de l'énergie, c'est d'autant plus intéressant d'investir dans de telles compétences que les technologies progressent et offrent des opportunités d'économies avec un surcoût rentabilisé en quelques années.»

«Pour réduire la facture, les énergies alternatives sont toujours plus compétitives, et on peut trouver de meilleures façons de s'organiser, ajoute Jean-Luc Renck, chargé d'information de l'AEnEC. Réduire sa consommation, c'est un jeu d'adresse et du sur-mesure.»

en même temps. Des pompes à chaleur de nouvelle génération ont de meilleurs rendements.

Un test sur la ventilation de la manufacture Breitling, à La Chaux-de-Fonds, a permis de réaliser qu'il n'y avait pas besoin de l'enclencher 24 heures sur 24, et que 12 heures par jour suffisaient même pour des opérations sensibles.

«A court terme, acheter de l'énergie à base de bois est plus cher que le mazout, mais à long terme nous avons la conviction que ça fait sens pour l'économie et la durabilité. En tant qu'entreprise familiale, on a le privilège de pouvoir se projeter sur le long terme», assure Jean Kernen, le cadre de Camille Bloch.

«La chasse au gaspillage, c'est devenu notre marotte»

«Dans nos réunions, on commence par le point de sécurité et les indicateurs de consommation d'énergie. La chasse au gaspillage, c'est devenu notre marotte. Tout est matière à économie d'énergie», affirme Denys Kaba, le directeur technique de Metalcolor. «Si on veut conserver notre compétitivité, on doit le plus possible s'abstraire des coûts énergétiques, car les prix pourraient augmenter durablement.»

A Vernier, Charles Millo ne veut pas non plus s'arrêter en si bon chemin. Le fleuriste, qui vise la neutralité carbone en 2030, compte demander une autorisation pour construire un troisième digesteur, qui sera relié au réseau gazier, et une machine pour concentrer le biogaz. Augmenter la proportion de méthane doit lui permettre d'en faire un carburant pour ses véhicules et ceux de son voisin appelés à carburer au plus vite au biogaz maison. «La guerre en Ukraine accélère nos projets, car les prix des matériaux de construction, comme le fer et le béton, montent, dit-il. Nous voulons avoir tout construit avant 2024.» ■

-75%

Le chocolatier Camille Bloch a réduit de 75% sa consommation de mazout en l'espace de quatre ans.

300

Le catalogue de l'Agence de l'énergie pour l'économie compte 300 mesures pour réussir sa transition énergétique.

Le catalogue de l'Agence de l'énergie comprend 300 mesures, pas forcément spectaculaires. Un meilleur réglage de compresseurs d'air a pu ici permettre de doubler la quantité de chaleur récupérée. Là, des industriels utilisaient des températures trop extrêmes ou ont été amenés à éteindre des équipements trop souvent allumés. Des factures d'électricité peuvent être réduites si l'on évite de brancher trop de machines

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Genève appelle les entreprises à se lancer

Le canton de Genève veut pousser les entreprises à faire des économies d'énergie. Dans ce but, les Services industriels de Genève renforcent leur programme éco21, mis en place il y a quinze ans, avec une augmentation des aides financières aux sociétés qui prennent des mesures pour diminuer leurs besoins en gaz ou en électricité.

Les entreprises genevoises absorbent plus de la moitié de l'électricité distribuée dans le canton et 40% du gaz, a rappelé lundi la conseillère d'Etat Fabienne Fischer, en charge de l'Economie et de l'Emploi. Parmi elles, 250 sont considérées comme de grosses consommatrices d'énergie. Or, elles sont 160 à n'avoir pas encore sollicité le programme éco21.

Il existe du potentiel, a souligné le directeur général des Services industriels de Genève (SIG) Christian Brunier. Et ces gisements d'économies d'énergie ne se trouvent pas seulement dans les grandes sociétés. Il s'en cache aussi au sein des PME et chez les particuliers, a-t-il ajouté.

La période actuelle, avec des prix du gaz et de l'électricité à la hausse et la tension que fait peser la guerre en Ukraine sur le marché énergétique, devrait convaincre les entreprises à se lancer dans un programme d'économies. Elles pourront ainsi alléger leur facture tout en réduisant leur dépendance aux énergies fossiles.

Production d'énergie à l'échelle locale

«C'est le bon moment pour un programme minceur», a résumé la conseillère d'Etat Fabienne Fischer. Ces incitations aux économies cadrent également parfaitement avec la politique de transition énergétique dans laquelle le canton de Genève est engagé, avec comme un des grands axes la production d'énergie à l'échelle locale.

A Satigny, Hitachi Energy (anciennement ABB) n'a pas attendu aujourd'hui pour prendre des mesures afin de réduire sa consommation d'énergie. L'entreprise a commencé par moderniser son éclairage. Sa toiture va être prochainement rénovée et une ferme solaire doit voir le jour sur le site, qui produira 1,3 GWh par an. ■ ATS

MAIS ENCORE

En Valais, un pôle d'innovation pour la transition énergétique créé
En Suisse, les communes sont responsables de l'application de la stratégie énergétique développée par la Confédération. Or pour certaines, il s'agit d'un véritable défi. Le groupe valaisan Oiken qui a pour actionnaires 24 communes du Valais central s'est donc allié à la fondation d'innovation The Ark pour créer EnovArk, a-t-il annoncé mardi. Ce pôle rassemblera les projets liés à la transition énergétique et leur développement sous un seul chapeau. (ATS)

Face à la transition, financer les communes

INVESTISSEMENTS Les municipalités, au plafond d'endettement bas, sont vite démunies quand il s'agit d'investir dans des sources d'énergies renouvelables. Une start-up vaudoise propose une solution par le biais d'un partenariat public-privé

La commune vaudoise de Rossinière, dans la Riviera-Pays-d'Enhaut, est réputée pour son chalet historique qui a hébergé le peintre français Balthus. Elle pourrait aussi se faire un nom en devenant la première municipalité à conclure un partenariat public-privé face à la transition énergétique.

Investir dans les énergies renouvelables coûte vite cher, notamment si ça passe par des solutions au niveau d'un quartier, et trouver des budgets à cette fin relève du défi quand les plafonds d'endettement sont bas, comme souvent dans les municipalités. Pour y remédier, une start-up de Payerne, Innergia, propose de financer la transition énergétique au niveau communal en utilisant les deniers des caisses de pension, souvent bien dotées et toujours en quête de placements.

Recours à une société privée à participation publique

Son modèle repose sur un véhicule de financement, sous forme de société privée à participation publique, créé dans la commune en question. Cette société anonyme est possédée à 49% par la municipalité, à 49% par une coopérative de citoyens communaux et à 2% par Innergia. Cette société s'endette en faisant un emprunt obligataire, auprès de

Vontobel, cautionné par la municipalité, ce qui réduit les risques pour les investisseurs. La société supervise ensuite la réalisation des projets énergétiques.

A Rossinière, où Innergia a conclu son premier contrat, des travaux en vue de raccorder 80 logements, dont le grand chalet Balthus, à une centrale à bois doivent commencer ce mois. Le bois est ici une ressource abondante, la commune comptant plus de 1000 hectares de forêts, et le CO₂ émis sera récupéré. La mairie estime qu'il lui faudra 20 millions de francs pour réaliser sa transition énergétique d'ici à 2050, bien plus que

son plafond d'endettement à 5 millions. La société créée par le biais d'Innergia, InfraRoss, a effectué une première levée de fonds en septembre, de 1,35 million de francs, qui doit être suivie d'une deuxième, de 5 millions de francs, cet été.

«Une immense opportunité»

«La transition énergétique est une immense opportunité pour l'économie car elle peut jouer le rôle de moteur, un moteur pour une fois basé sur la protection du climat, dont l'économie a tant besoin», estime le patron d'Innergia James F. Gen-

tizon. La Suisse devra dépenser 12,9 milliards de francs par an d'ici à 2050 pour réussir sa transition énergétique, selon Boston Consulting Group. «C'est au niveau communal, où il y a moins d'argent, qu'il faudra prendre le plus de décisions dans ce cadre», relève James F. Gentizon.

L'entreprise qu'il dirige discute avec une vingtaine de communes dans les cantons de Vaud, Fribourg, Neuchâtel et du Valais afin de déployer son modèle. Innergia, qui recense 15 employés, veut en compter une quarantaine en décembre. ■ R. ET.

PUBLICITÉ

Paiement du dividende de Nestlé S.A.

L'Assemblée générale de Nestlé S.A. du 7 avril 2022 a décidé de verser le dividende suivant pour l'exercice 2021:

Brut CHF 2.80 par action

sous déduction de l'impôt fédéral anticipé de 35%, perçu à la source.

Le dividende sera payé à tous les actionnaires ayant droit au dividende le 8 avril 2022, selon leurs instructions, à compter du 13 avril 2022.

Cham et Vevey, le 13 avril 2022

Nestlé S.A.
Le Conseil d'administration

